

ne Sa roue de trois mètres de diamètres est munie de dizaines de dents en
es. carbure de tungstène, qu'il faut changer régulièrement (ci-contre ►
à gauche une dent neuve et à droite une dent usée). Photos Le D/L - C.



GRENOBLE | Action hier devant le Centre des finances publiques

« Quand tout sera privatisé, on sera privé de tout »



Des organisations syndicales sont allées à la rencontre des usagers hier, devant le centre des finances publiques de Grenoble, pour dénoncer l'impact de la politique du gouvernement sur le service public.

Les organisations syndicales Solidaires finances publiques 38 et CGT finances publiques 38 ont organisé, hier, devant le Centre des finances publiques de Grenoble, une action de sensibilisation auprès des usagers.

Ces derniers étaient nombreux à venir, ce jour-là, solliciter un service ou un renseignement. La file d'attente se rallongeait jusqu'au portail d'entrée.

Les syndicalistes leur ont distribué des tracts leur expliquant l'impact de la politique du gouvernement sur le service public en général, et l'administration des finances en particulier, qui risque, selon eux, de connaître "une dégradation im-

portante".

Isabelle Ferrucci est secrétaire départementale Solidaires finances publiques. Elle s'inquiète pour l'avenir de ses collègues « déjà touchés par la souffrance au travail, notamment avec la suppression d'environ 400 postes depuis 2012 en Isère et entre 16 000 à 18 000 dans toute la France d'ici 2022 ».

« Pour l'égal accès de tous au service public »

Pour elle, le combat des agents est aussi celui des usagers : « En défendant leurs statuts et leurs missions, les agents des finances publiques se battent pour l'égal accès de tous les citoyens au service public.

Les enjeux sont énormes puisque nous sommes face à des attaques mortifères et sans précédent. Une société sans service public et sans fonctionnaires est une société inégalitaire. Le comité action public 2022 (CAP 22) annonce clairement la couleur en indiquant vouloir abandonner et privatiser des missions publiques. Quand tout sera privatisé, on sera privé de tout. Et, encore une fois, le "on" correspond à la population la plus faible et la plus fragilisée ».

Si son message n'est pas reçu, l'intersyndicale des finances publiques envisage de mener une opération de blocage.

Mohamed AOUINE